

Document:-
A/CN.4/SR.449

Compte rendu analytique de la 449e séance

sujet:
Relations et immunités diplomatiques

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1958, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

61. En ce qui concerne la méthode de travail, M. Edmonds reconnaît que des considérations d'ordre pratique rendent inopportune la création d'un comité.

62. Sir Gerald FITZMAURICE est nettement d'avis de surseoir à fixer la forme définitive du projet ; et même il estime, avec M. François, que, sauf circonstances exceptionnelles, la Commission n'a pas besoin de présenter de recommandations à l'Assemblée générale sur ce point.

63. Si néanmoins la Commission met aux voix la question de la forme définitive du projet, sir Gerald Fitzmaurice sera probablement amené à voter pour une convention, ce qui ne signifie pas qu'il partage l'avis de ceux qui considèrent que tous les projets de la Commission doivent revêtir cette forme. A cet égard, il s'associe entièrement aux remarques de M. Ago et de M. François : il y a dans le programme de la Commission beaucoup de sujets auxquels la forme d'une convention ne convient absolument pas, et plusieurs des projets qu'elle a présentés antérieurement n'ont pas reçu cette forme. La majeure partie du droit international se compose non pas de règles contractuelles, mais de règles coutumières, et les avis de la Commission du droit international sur le contenu du droit coutumier ont leur valeur propre. Tout en considérant que la conclusion d'une convention serait indiquée en l'espèce, il s'associe dans une large mesure aux critiques adressées par le Gouvernement des Etats-Unis aux conventions qui ne font que constater le droit coutumier. En effet, on pourrait penser alors que les Etats qui n'adhèrent pas à ces conventions ne sont pas liés par les règles qu'elles contiennent, tandis qu'en fait ils le sont, puisque ces conventions ne font que rendre compte du droit coutumier.

64. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, propose à la Commission de surseoir à déterminer la forme définitive du projet jusqu'à ce qu'elle ait achevé l'examen des articles eux-mêmes, mais de procéder à cet examen en partant de l'hypothèse que le projet revêtira la forme d'une convention.

Par 12 voix contre 2, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

La séance est levée à 13 h. 10.

449^e SÉANCE

Vendredi 23 mai 1958, à 9 h. 45

Président : M. Radhabinod PAL

Relations et immunités diplomatiques (A/3623, A/CN.4/114 et Add.1 à 5, A/CN.4/116 et Add.1, A/CN.4/L.72) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES RELATIFS AUX RELATIONS ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES (A/3623, PAR. 16 ; A/CN.4/116/ADD.1)

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner le projet d'articles et le commentaire provisoirement

adoptés à sa neuvième session (A/3623, par. 16) à la lumière des nouvelles propositions (A/CN.4/116/Add.1) que le rapporteur spécial a présentées après avoir étudié les observations des gouvernements (A/CN.4/114 et Add.1 à 5) et les opinions exprimées à la Sixième Commission de l'Assemblée générale au cours de la douzième session. Il prie le rapporteur spécial de signaler également, à propos de chaque article, les points principaux pour lesquels il a jugé impossible d'accepter les suggestions que les gouvernements ont formulées dans leurs observations écrites ou à la Sixième Commission, afin que les membres de la Commission du droit international puissent, s'ils le désirent, soumettre des propositions appropriées.

2. La Commission s'est déjà prononcée provisoirement sur les observations relatives à la forme de la codification, et le Président propose de passer maintenant à l'étude des articles eux-mêmes et d'examiner les autres observations générales qui sont résumées dans le nouveau rapport du rapporteur spécial (A/CN.4/116) en même temps que les articles qui pourraient être modifiés, si la Commission le désire, pour répondre aux opinions exprimées.

Il en est ainsi décidé.

ARTICLES CONTENANT DES DÉFINITIONS

3. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, propose d'insérer un article préliminaire, rédigé suivant la suggestion du Gouvernement des Pays-Bas (A/CN.4/116), mais auquel on ajouterait, à l'alinéa d, les mots « y compris les attachés militaires, navals et de l'air, et d'autres attachés spécialisés », notamment pour répondre à une observation du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

4. Le Gouvernement des Etats-Unis a également dit qu'il faudrait distinguer clairement entre le personnel supérieur et le personnel subalterne, mais, en fait, le projet d'article n'emploie ni l'une ni l'autre de ces expressions.

5. Pour M. YOKOTA, un article contenant des définitions est indispensable, et, de façon générale, le texte proposé par le rapporteur spécial est acceptable. Toutefois, il importe particulièrement de faire une distinction nette entre le personnel supérieur et le personnel subalterne, surtout pour ce qui est des privilèges et immunités dont bénéficient les deux catégories. La question des privilèges et immunités accordés au personnel subalterne est une source de litiges et, à cet égard, il partage l'opinion exprimée par le Gouvernement japonais selon laquelle il faudrait définir avec plus de précision les expressions « membre du personnel diplomatique », « membre du personnel administratif et technique », « membre du personnel de service » et « domestiques privés » ; mais peut-être suffirait-il de le faire à la sous-section C de la section II, qui traite des privilèges et immunités personnels.

6. M. TOUNKINE n'est pas opposé, en principe, à un article relatif aux définitions. Cependant, toute définition est dangereuse, et il prévoit que le texte maintenant proposé par le rapporteur spécial soulèverait de nombreuses difficultés d'ordre pratique. Par exemple, que

signifient, à l'alinéa *d*, les mots « autorisés par l'Etat accréditant à exercer des activités diplomatiques proprement dites » ? D'autre part, l'expression « personnel administratif et technique », employée à l'alinéa *f*, a des sens différents selon les pays. Il sera peut-être possible de surmonter ces difficultés et de s'entendre sur un texte satisfaisant mais seulement, pense-t-il, après avoir examiné les autres articles. M. Tounkine propose donc d'attendre, pour continuer l'examen de l'article proposé, que la Commission ait achevé l'étude des autres articles du projet.

7. M. AGO et M. MATINE-DAFTARY appuient la proposition de M. Tounkine.

8. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, ne voit pas d'objection à l'ajournement de l'examen de l'article contenant des définitions.

A l'unanimité, la proposition de M. Tounkine est adoptée.

ARTICLE PREMIER

9. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, signale à l'attention de la Commission la proposition du Gouvernement tchécoslovaque tendant à énoncer dans le projet le principe selon lequel tous les Etats jouissent du droit de légation et ses propres observations à son égard (A/CN.4/116).

10. M. ŽOUREK trouve illogique de ne pas mentionner le droit fondamental des Etats, sur lequel reposent les droits énoncés dans le projet d'articles. La proposition du Gouvernement tchécoslovaque est conforme à la pratique normale rapportée dans les manuels de droit international aussi bien qu'au texte de l'article premier de la Convention de La Havane ¹.

11. Il propose d'insérer dans le projet la disposition suivante : « Tous les Etats souverains ont le droit d'être représentés par des agents diplomatiques. » Cette disposition pourrait figurer dans un paragraphe 1 nouveau de l'article premier, ou constituer un article séparé.

12. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à sa neuvième session la Commission a longuement discuté la question et a finalement adopté, à l'unanimité, une proposition qui ne mentionnait pas le droit de légation ². Il n'est pas nécessaire, pense-t-il, de rouvrir ce débat.

13. D'après M. TOUNKINE, ce que la Commission a décidé de supprimer, c'est une certaine formule proposée par le rapporteur spécial mais qu'elle n'avait pas trouvée tout à fait satisfaisante. Toutefois, cette décision ne tranche pas véritablement le problème et il pense, lui aussi, qu'il serait souhaitable d'insérer un paragraphe nouveau à l'article premier, comme le propose M. Žourek. En tant que sujet du droit international, tout Etat a le droit de légation, même s'il n'entend pas l'exercer.

14. Sir Gerald FITZMAURICE considère que la proposition soulève de graves problèmes. A l'analyse, le

droit de légation semble consister en l'obligation, pour les autres Etats, de recevoir les représentants diplomatiques de l'Etat accréditant ; on se heurte donc immédiatement à la difficulté de définir les personnes morales à l'égard desquelles existe une telle obligation. On a proposé de viser « tous les Etats souverains », mais il faudrait alors définir le terme « souverains ». De toute façon, il y a des cas où des Etats non souverains ont noué des relations diplomatiques.

15. Inévitablement, la proposition soulèvera aussi l'ensemble du problème très délicat de la reconnaissance.

16. Peut-être serait-il possible de surmonter ces obstacles, mais il faudrait pour cela une formule très étudiée et un débat très prolongé. Dans ces conditions, la solution la plus sage serait de laisser la question de côté, car, en pratique, elle n'a pas suscité de difficulté.

17. M. ŽOUREK fait ressortir que le droit de légation ne crée pas automatiquement une obligation à la charge des autres Etats. En effet, l'article premier actuel stipule en termes explicites que l'établissement de relations diplomatiques entre Etats se fait par voie d'accord mutuel.

18. Sir Gerald FITZMAURICE estime que, pour cette raison même, il est évidemment inutile de définir les personnes morales qui possèdent le droit de légation.

19. M. GARCIA AMADOR considère que le droit de légation n'est pas un droit complet, mais un droit imparfait, qui ne peut être exercé que si une autre condition est remplie. La Commission devrait se rallier à une solution semblable à celle que la récente Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a adoptée dans de tels cas, et ne mentionner que les droits complets.

20. On a parlé de l'article premier de la Convention de La Havane, mais cette disposition ne s'est pas révélée très satisfaisante en pratique.

21. M. ŽOUREK ne saurait partager l'opinion de M. García Amador. A son avis, le droit de légation actif et passif, tout aussi bien que le droit de conclure des traités, est un droit d'ordre général appartenant à tout Etat, bien que, dans des cas donnés, son exercice soit subordonné à l'accord des autres Etats intéressés.

22. M. EL-ERIAN pense en principe comme M. Žourek ; toutefois, la proposition ramène encore au conflit entre la théorie du droit naturel et les théories positivistes, et notamment à la question complexe des droits imparfaits ; pour sa part, il doute fort qu'il existe de tels droits. A son avis, le prétendu droit de légation est en fait une faculté.

23. A la neuvième session, les débats ont également porté sur le point de savoir si la Commission devait essayer de définir le terme « Etat » ². Elle a décidé, croit-il, que dans le projet d'articles, le mot « Etat » avait le même sens qu'aux Articles 3 et 4 de la Charte des Nations Unies et dans le projet de Déclaration sur les droits et devoirs des Etats ³.

24. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition d'ajouter une clause relative au droit de légation.

¹ Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques, signée à La Havane le 20 février 1928. Voir Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CLV, 1934-1935, n° 3581.

² *Annuaire de la Commission du droit international*, 1957, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.V.5.Vol.I), p. 9 à 13.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément n° 10*, 2^e partie.

Par 8 voix contre 4, avec 4 abstentions, la proposition est rejetée.

A l'unanimité, l'article premier est adopté.

ARTICLE 2

25. M. SANDSTRÖM, rapporteur général, présente sa proposition, qui consiste à supprimer les mots « le gouvernement de » aux alinéas *a*, *c* et *d* de l'article 2, ou du moins à l'alinéa *a*, ainsi que l'a suggéré le Gouvernement australien.

26. M. YOKOTA se prononce en faveur de la suppression des mots « le gouvernement de » à l'alinéa *a*, mais estime qu'il faut les conserver aux alinéas *c* et *d*.

27. M. VERDROSS s'associe à l'observation de M. Yokota. Il est également d'avis d'ajouter, comme le Gouvernement de la Tchécoslovaquie et le Gouvernement du Royaume-Uni l'ont suggéré, un paragraphe nouveau relatif au développement des relations amicales et des activités culturelles.

28. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, rappelle que le Gouvernement chilien a émis l'opinion que les dispositions de l'alinéa *b* de l'article 2 ne devraient s'appliquer qu'une fois épuisés les recours ordinaires (voir A/CN.4/114/Add.1)⁴. Personnellement, il n'estime pas souhaitable d'amender le texte en ce sens, car l'alinéa *b* est conçu en termes généraux et ne vise pas exclusivement le cas où la protection diplomatique est invoquée après que les recours ordinaires ont été épuisés.

29. M. VERDROSS pense que les observations du Gouvernement du Chili, comme celles du Gouvernement de la Colombie et du Gouvernement de l'Uruguay, résultent d'une méprise. Manifestement, ces gouvernements cherchent à empêcher le dépôt de plaintes diplomatiques officielles avant que les recours ordinaires aient été épuisés, tandis qu'en rédigeant l'alinéa *b* de l'article 2, la Commission pensait aux démarches amicales qu'il est possible d'entreprendre en l'absence de toute procédure judiciaire. La Commission pourrait expliquer son intention dans le commentaire.

30. M. GARCÍA AMADOR déclare qu'il n'est pas nécessaire de traiter dans le commentaire la question de la non-intervention soulevée par le Gouvernement de la Colombie⁵. Le principe de la non-intervention est traité à l'article 33 du projet ; il ne peut donc pas y avoir conflit entre l'article 2 et ce principe.

31. Les remarques du Gouvernement du Chili et du Gouvernement de l'Uruguay s'appliquent à la protection diplomatique au sens étroit de l'expression. En revanche l'alinéa *b* de l'article 2 a une portée beaucoup plus large ; une mission diplomatique peut protéger les intérêts de ses nationaux par des démarches officielles ou officieuses qui ne s'analysent pas en une protection diplomatique.

32. M. García Amador propose d'introduire dans le commentaire une phrase indiquant que les dispositions de l'alinéa *b* de l'article 2 ne préjugent pas les principes de droit international régissant la protection diplomatique.

33. Sir Gerald FITZMAURICE croit qu'en incorpo-

rant dans le commentaire une phrase inspirée de la proposition de M. García Amador, on donnerait pleine satisfaction au Gouvernement du Chili et au Gouvernement de l'Uruguay. La question de l'épuisement des recours ordinaires et celle du déni de justice sont liées à la question de la responsabilité des Etats plutôt qu'à celle des fonctions diplomatiques.

34. L'alinéa *b* de l'article 2 signifie seulement qu'une mission diplomatique peut protéger les intérêts des nationaux de l'Etat accréditant dans la mesure permise par le droit international.

35. M. PADILLA NERVO appuie la proposition de M. García Amador. L'alinéa *b* de l'article 2 concerne l'assistance courante et la protection générale qu'une mission diplomatique assure à ses nationaux ; il ne vise pas exclusivement les questions qui donnent lieu à procès.

36. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, indique que le Gouvernement de la Tchécoslovaquie (voir A/CN.4/114/Add.1), le Gouvernement des Philippines⁶ et le Gouvernement de la Yougoslavie (voir A/CN.4/114/Add.5) ont recommandé une formulation plus détaillée des fonctions de la mission diplomatique. L'idée a été émise, en particulier, qu'il faudrait mentionner la fonction consistant à développer les relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire et les relations culturelles.

37. Comme on n'a pas voulu donner une liste complète des fonctions de la mission diplomatique à l'article 2, M. Sandström juge qu'il est inutile de mentionner expressément d'autres fonctions que celles qui sont énumérées aux alinéas *a*, *b*, *c* et *d* et qui constituent les fonctions essentielles de la mission diplomatique. Dans ses observations, le Gouvernement du Royaume-Uni a exprimé un avis analogue (voir A/CN.4/114/Add.1).

38. M. ZOUREK propose d'ajouter un nouvel alinéa, qui aurait la teneur suivante :

«*e*) Développer les relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire, en favorisant notamment les relations économiques, culturelles et scientifiques. »

39. De plus, il propose d'indiquer dans une disposition nouvelle que l'établissement de relations diplomatiques comporte établissement de relations consulaires, car la fonction diplomatique embrasse aujourd'hui, en règle générale, la fonction consulaire. Selon une pratique courante, les fonctions consulaires sont exercées par une section spéciale de la mission diplomatique et sous le contrôle du chef de cette mission, sauf lorsque les deux gouvernements intéressés prennent des dispositions spéciales en vue de l'ouverture d'un consulat distinct.

40. M. GARCÍA AMADOR appuie la première des propositions de M. Zourek. Toutefois, comme elle concerne le devoir de développer les relations amicales entre Etats, elle devrait faire l'objet d'un paragraphe distinct et non d'un alinéa *e*. Les alinéas *a* à *d* énoncent des droits plutôt que des devoirs.

41. M. FRANÇOIS ne voit pas l'intérêt d'adopter la deuxième proposition de M. Zourek. Il est vrai qu'en

⁴ Voir également *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Sixième Commission*, 509^e séance, par. 9.

⁵ *Ibid.*, par. 38.

⁶ *Ibid.*, par. 43.

certain cas les fonctions consulaires sont exercées par une section spéciale de la mission diplomatique, mais cette pratique n'est pas universelle, loin de là. Quoi qu'il en soit, l'important est que les services diplomatiques et consulaires sont deux services distincts, même s'ils sont logés sous un seul toit.

42. Une déclaration générale indiquant que la fonction diplomatique comprend la fonction consulaire induirait en erreur. Les services consulaires sont soumis à des règles spéciales et ne doivent pas être confondus avec les services diplomatiques.

43. M. VERDROSS approuve la première des propositions de M. Žourek. En mentionnant des relations culturelles, on reconnaîtrait les progrès intervenus à cet égard dans les relations internationales.

44. Sir Gerald FITZMAURICE ne s'oppose pas à l'addition d'un paragraphe sur les relations dans les domaines économique, scientifique et culturel, mais il incline à partager l'avis du rapporteur spécial selon lequel il n'est pas rigoureusement nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à la liste de fonctions donnée dans l'article 2.

45. En ce qui concerne la deuxième proposition de M. Žourek, sir Gerald Fitzmaurice tient à souligner que les fonctions consulaires sont totalement distinctes des fonctions diplomatiques, même si elles sont exercées par une seule personne. Il doute qu'une mission diplomatique puisse s'attribuer de plein droit les fonctions consulaires sans consentement préalable de l'Etat accréditaire. Certes, les fonctions consulaires peuvent être exercées sous le même toit que les fonctions diplomatiques, ce qui est souvent le cas, et par la même personne, mais l'Etat accréditaire a, en pareil cas, le droit d'exiger que tout membre de la mission diplomatique exerçant des fonctions consulaires sollicite un *exequatur*.

46. M. TOUNKINE appuie la première des propositions de M. Žourek, qui concorde intégralement avec les principes de la Charte des Nations Unies en matière de relations entre Etats.

47. Quant à la deuxième proposition de M. Žourek, il estime qu'il y a sûrement connexité entre l'établissement de relations diplomatiques et la création de relations consulaires. Dans la pratique, lorsque des relations diplomatiques sont nouées, aucune démarche spéciale n'est requise pour permettre aux missions diplomatiques d'exercer les fonctions consulaires par l'intermédiaire d'un agent spécial auquel sont confiées les attributions correspondantes.

48. M. Tounkine reconnaît toutefois que l'introduction d'une disposition conforme à la proposition de M. Žourek se heurterait à certaines difficultés pratiques.

49. M. AMADO appuie la première proposition de M. Žourek et la suggestion de M. García Amador en ce qui concerne la forme à donner à la clause envisagée.

50. Il ne pourra pas appuyer la deuxième proposition de M. Žourek. En particulier, il signale que si un agent diplomatique reçoit des attributions consulaires, l'Etat accréditaire accordera l'*exequatur* à cet agent, personnellement, et non au chef de la mission diplomatique ; ce procédé met en lumière la distinction entre fonctions diplomatiques et fonctions consulaires.

51. M. PADILLA NERVO approuve la première

proposition de M. Žourek dans la mesure où elle se rapporte au développement de relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire. Toutefois, il ne croit pas nécessaire de mentionner le développement des relations dans les domaines économique, culturel et scientifique, car ces relations feront certainement l'objet des négociations prévues à l'alinéa c de l'article 2, négociations qui seront menées par les attachés spécialisés de la mission diplomatiques.

52. M. HSU n'est pas d'avis d'allonger une liste qui ne cherche pas à être exhaustive, mais estime toutefois que, s'il faut absolument ajouter une rubrique nouvelle, ce devra être une référence au développement des relations amicales entre les Etats et de leurs relations dans les domaines économique, culturel et scientifique.

53. Sans vouloir insister pour l'inclusion d'une référence aux fonctions consulaires dans l'article 2, il incline à penser avec M. Žourek que la fonction diplomatique embrasse la fonction consulaire. Une série d'autres attributions remplies par des agents diplomatiques comme les attachés militaires ne sont pas diplomatiques au sens strict du mot, encore qu'elles rentrent dans cette catégorie. La distinction entre fonctions diplomatiques et fonctions consulaires est, pour une grande part, historique.

54. M. ŽOUREK déclare, en réponse à sir Gerald Fitzmaurice, que de nombreuses missions diplomatiques créent des sections consulaires sans solliciter l'*exequatur* ; en Tchécoslovaquie par exemple, la pratique est courante. La fonction diplomatique embrasse nécessairement la fonction consulaire, et il n'y a pas de distinction nettement tranchée, encore que les services soient en général distincts. Toutefois, il n'est pas nécessaire de régler la question à ce stade du débat ; on pourra y revenir plus en détail à propos de l'article premier du projet sur les relations et immunités consulaires (A/CN.4/108).

55. Sir Gerald FITZMAURICE reconnaît avec M. Žourek que les services diplomatiques et consulaires sont souvent confondus et qu'il n'y a pas de raison que la fonction diplomatique et la fonction consulaire ne soient pas exercées par une même personne dans la même mission. Toutefois, les deux fonctions sont distinctes. Si les missions diplomatiques disposant d'une section consulaire ne sollicitent pas l'*exequatur*, c'est uniquement parce que le gouvernement local n'élève pas d'objection. Toutefois, il aurait toujours le droit d'exiger qu'on lui demande un *exequatur*. C'est pourquoi sir Gerald est fermement opposé à toute suggestion qui conduirait à stipuler dans le projet qu'une mission diplomatique peut, automatiquement et de plein droit, exercer la fonction consulaire. Il pense, comme M. Žourek, qu'il vaudra mieux examiner la question à propos du projet sur les relations et immunités consulaires.

56. Le PRÉSIDENT considère que la proposition de M. Žourek relative aux activités consulaires a été retirée.

57. En réponse à M. García Amador, il déclare que le soin de déterminer la place exacte dans l'article 2 de la nouvelle rubrique envisagée pourrait être laissé au Comité de rédaction.

58. Le Président met aux voix la proposition de M. Žourek (par. 38 ci-dessus) tendant à ajouter, en un endroit approprié de l'article 2, les mots :

« Développer les relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire, en favorisant notamment les relations économiques, culturelles et scientifiques. »

Par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

59. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition (par. 25 ci-dessus) consistant à supprimer les mots « le gouvernement de » à l'alinéa a.

Par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la proposition est adoptée.

Il est décidé de conserver les mots « le gouvernement de » aux alinéas c et d.

A l'unanimité, l'ensemble de l'article 2, ainsi amendé, est adopté, sous réserve de changements rédactionnels.

60. M. YOKOTA appelle l'attention de la Commission sur l'observation du Gouvernement des Pays-Bas relative à la représentation commerciale à l'étranger (A/CN.4/114/Add.1). L'importance de la question n'est pas négligeable. Pendant la négociation du récent traité de commerce et de navigation entre le Japon et l'Union soviétique, l'une des questions les plus difficiles a été celle de savoir si les représentants commerciaux de l'Union soviétique au Japon devaient être considérés comme faisant partie de la mission diplomatique et jouissant des privilèges et immunités diplomatiques. Le Japon soutenait que tel ne devrait pas être le cas, mais était disposé à accorder certains privilèges et certaines immunités par voie d'accord bilatéral. De l'avis de M. Yokota, les missions commerciales ne font pas, en principe, partie de la mission diplomatique, et leur personnel n'a pas automatiquement droit aux privilèges et immunités diplomatiques, encore qu'il soit possible de leur accorder des privilèges et immunités identiques par voie d'accord bilatéral. Comme le rapporteur spécial, dans ses conclusions (A/CN.4/116), dit n'être pas opposé à la proposition du Gouvernement néerlandais, M. Yokota insiste pour que l'on insère une déclaration sur ce sujet dans le commentaire accompagnant l'article.

61. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, est d'avis que la question de savoir si la représentation commerciale fait ou non partie de la mission diplomatique présente un intérêt suffisant pour mériter d'être mentionnée dans le commentaire.

62. M. AMADO déclare que la Commission n'est pas obligée d'introduire dans le commentaire tout ce que les gouvernements suggèrent d'y faire figurer. Elle doit se demander si, étant donné la façon dont le projet est présenté, un commentaire ajoutera à la clarté d'une disposition.

63. M. MATINE-DAFTARY considère qu'en parlant des « relations économiques », comme elle vient de décider de le faire, la Commission a visé les relations commerciales. Il y a une distinction bien tranchée entre des attachés commerciaux et des représentants commerciaux permanents de pays où le commerce extérieur est monopole d'Etat. La fonction de l'attaché commercial est de protéger les relations commerciales de son pays, tandis que les représentants commerciaux s'occupent activement d'opérations commerciales. Par suite, ils ne sont pas couverts par une convention multilatérale sur les

privilèges et immunités diplomatiques, et leur statut doit être réglé par voie d'accords bilatéraux.

64. M. LIANG, secrétaire de la Commission, fait observer que les remarques de M. Amado posent l'importante question de savoir si les points que la Commission n'aborde pas dans un article doivent être traités dans le commentaire en tant qu'éléments supplémentaires. L'observation du représentant de la Chine, pendant les débats que la Sixième Commission a consacrés au rapport de la Commission à la douzième session de l'Assemblée générale⁷, peut fournir matière à réflexion à cet égard. Après avoir relevé que les commentaires qui accompagnent certains articles du projet sur les relations et immunités diplomatiques, par exemple l'alinéa 3 du commentaire sur l'article 27 et le commentaire sur l'article 31, renferment des règles supplémentaires ou des exceptions aux règles énoncées dans les articles, ce représentant a suggéré que ces éléments soient incorporés dans les articles eux-mêmes.

65. Bien que, dans la plupart de ses commentaires, la Commission n'ait pas eu l'intention de présenter ses remarques comme des articles ou des règles supplémentaires, il se pourrait que ces remarques donnent néanmoins cette impression. Le statut de la Commission fournit certains critères pour déterminer le contenu des commentaires, mais ces critères n'ont pas toujours été suivis. Comme il semble qu'il y ait des hésitations dans la pratique, la Commission pourrait, le moment venu, prendre une décision quant à la nature exacte des commentaires et quant au point de savoir si ces commentaires doivent ou non contenir des règles supplémentaires ou des exceptions — ou bien elle pourrait, si elle préfère, préciser que les commentaires ne contiennent pas de règles, mais servent uniquement à éclairer le texte.

66. M. AMADO ne voudrait pas qu'on le croie mal disposé envers les observations des gouvernements. Toutefois, il est à craindre que certains commentaires n'affaiblissent les règles énoncées dans l'article. De plus, la dernière partie des observations susvisées du Gouvernement des Pays-Bas, en donnant à penser que certains Etats accréditaires agissent déloyalement, ne favoriserait guère les relations amicales entre Etats. La Commission devra se garder d'approuver l'addition de commentaires qui risquent de donner lieu à la confusion.

67. Sir Gerald FITZMAURICE convient avec M. Yokota que le point soulevé par le Gouvernement des Pays-Bas est important et doit être traité sous l'article 2, notamment parce que la Commission a décidé d'introduire dans l'article une allusion aux fonctions commerciales. Toutefois, il n'y a pas nécessité de traiter cette question exactement comme le Gouvernement des Pays-Bas le recommande dans ses observations. Il y a une distinction bien nette entre les membres des missions diplomatiques qui s'occupent de questions commerciales, comme par exemple les attachés commerciaux et financiers, et les « représentants commerciaux », encore que ceux-ci, comme M. Matine-Daftary l'a signalé, puissent jouir de certains privilèges ou immunités reconnus dans des accords bilatéraux. Le rapporteur spécial trouvera peut-être une meilleure rédaction.

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, Sixième Commission*, 511^e séance, par. 20.

68. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, reconnaît avec le Secrétaire qu'il ne convient pas d'introduire des règles précises dans les commentaires qui accompagnent les articles. De fait, le Gouvernement des Pays-Bas est l'un des partisans les plus résolus de cette manière de voir. Ni M. Sandström ni, croit-il, le Gouvernement des Pays-Bas n'ont pensé qu'il faille insérer l'observation de ce gouvernement telle qu'elle est. Toutefois, le rapporteur spécial est convaincu, comme les orateurs précédents, qu'il importe de mettre le problème en évidence.

69. M. TOUNKINE n'insistera pas pour que la Commission introduise dans son rapport un commentaire sur le problème. De fait, il serait probablement très difficile de rédiger ce commentaire en l'absence de toute allusion, dans l'article lui-même, à la question des représentations commerciales.

70. D'après une pratique suivie depuis des dizaines d'années, les traités de commerce bilatéraux conclus par l'Union soviétique contiennent une clause, plus ou moins de style, où il est dit que la représentation commerciale fait partie de la mission diplomatique. A sa connaissance, aucun de ces traités ne contient de dispositions différentes.

71. Quant à la question des privilèges et immunités dont jouissent les représentants commerciaux, c'est également l'usage de la régler dans les mêmes traités bilatéraux. M. Tounkine ne sait pas s'il y a eu de graves difficultés sur ce point pendant la négociation du traité de commerce entre l'Union soviétique et le Japon, et ne croit pas que le problème se soit posé dans les dernières années.

72. De l'avis de M. ZOUREK, la Commission devrait éviter de donner à penser que la fonction commerciale est entièrement distincte de la fonction diplomatique. Depuis des dizaines d'années, c'est le contraire qui est vrai ; les questions économiques et commerciales forment l'essence même de l'activité des missions diplomatiques, ainsi que le montre la nomination d'attachés commerciaux, souvent assistés de très nombreux collaborateurs. La question de savoir si un Etat tient à ce que ses agents commerciaux fassent partie de sa mission diplomatique est, croit-il, un problème d'organisation interne de la mission.

73. M. PADILLA NERVO a l'impression qu'une confusion s'est produite, car on ne voit pas clairement ce que le Gouvernement des Pays-Bas entend par « représentation commerciale ». Si le Gouvernement des Pays-Bas a voulu parler de l'action en faveur du développement des relations commerciales menée par un membre du personnel de l'ambassade ou par l'ambassade elle-même, il n'y a pas de difficultés. S'il pensait aux missions commerciales *ad hoc*, c'est une question qu'il faudra traiter dans le chapitre consacré à la diplomatie *ad hoc*. Si, enfin, il a pensé à un bureau permanent institué en vue d'effectuer des opérations commerciales, les statuts de ce bureau et de son personnel devront être réglés par accord préalable entre les deux gouvernements intéressés.

74. M. BARTOŠ fait remarquer que, dans de nombreux pays, on entend par « représentation commerciale », expression technique, un bureau par l'intermédiaire duquel un Etat qui a le monopole du commerce extérieur effectue ses opérations commerciales avec un autre Etat par l'intermédiaire d'agents domiciliés en

permanence dans l'autre Etat. Ces agents cumulent ainsi les fonctions d'attaché commercial et de commerçant. Aux Etats-Unis d'Amérique, la plupart des situations de cette nature ont été réglées par traités spéciaux accordant aux agents un régime qui participe à la fois du statut diplomatique et du statut des particuliers. Le Traité de commerce et de navigation conclu en 1940 entre la Yougoslavie et l'Union soviétique accorde les privilèges et immunités diplomatiques au chef de la mission commerciale et à ses deux adjoints, mais aucune protection diplomatique n'est donnée au bureau ; les locaux et les marchandises entreposées ne sont pas exempts de saisie ou d'exécution. Une mission commerciale est donc une institution *sui generis* qui n'est pas l'équivalent des services d'un attaché commercial.

75. Certains pays ont tendance à fondre ensemble les fonctions d'attaché commercial et de représentant commercial et à faire effectuer les opérations commerciales par leur attaché commercial sous le couvert de l'ambassade. Toutefois, en Yougoslavie, les opérations de cette nature sont nulles en droit commercial lorsqu'elles sont effectuées pour le compte d'entreprises étrangères privées. Il y a une distinction nette et absolue entre les attachés commerciaux, qui sont les conseillers de la mission diplomatique pour les affaires commerciales, et les représentants, qui se livrent à des opérations commerciales pour le compte d'entreprises étrangères privées. Les premiers jouissent du statut diplomatique, mais les représentants commerciaux n'ont pas ce statut, encore qu'on leur accorde certains privilèges et certaines immunités en vertu de traités spéciaux. Toutefois, la question est dans l'ensemble assez imprécise, et la pratique diffère quelque peu d'un Etat à l'autre.

76. M. AMADO considère que la question de l'extension des privilèges et immunités aux missions commerciales permanentes devrait être traitée dans un article approprié du projet. Les missions commerciales temporaires devraient en revanche être étudiées dans le projet sur la diplomatie *ad hoc*.

77. Le PRÉSIDENT propose de prier le rapporteur spécial de soumettre à l'examen de la Commission un texte sur la question.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 5.

450^e SÉANCE

Mardi 27 mai 1958, à 15 heures

Président : M. Radhabinod PAL

Procédure arbitrale : résolution 989 (X) de l'Assemblée générale (A/CN.4/113) [suite]¹

[Point 2 de l'ordre du jour]

EXAMEN DU MODÈLE DE PROJET SUR LA PROCÉDURE ARBITRALE (A/CN.4/113, ANNEXE) [suite]

ARTICLE 36

1. M. SCELLE, rapporteur spécial, présente l'article 36 en précisant que le problème de nullité des sentences est

¹ Reprise des débats de la 448^e séance.